



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions Logement 2020 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation de signature

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire de l'EPCI.

Le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également sur le financement d'actions d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des CCAS.

La présente délibération vise à entériner les concours financiers apportés par le FSL aux opérateurs mettant en œuvre le dispositif d'aides indirectes pour les ménages en difficulté de logement.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes dans des démarches participatives et partenariales.

Ces actions concernent plusieurs domaines :

- *l'animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés à l'accès au logement ;
- *la mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant diverses interventions en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, aide aux accédants et propriétaires en difficulté ;
- *la rénovation des logements*, visant notamment la maîtrise de la consommation de fluides et la lutte contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *la médiation locataires/propriétaires*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *la gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté* : prise à bail et gestion de logements dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple, mis à disposition de ménages défavorisés.

Le budget prévisionnel 2020 du FSL métropolitain doit permettre de soutenir 21 structures sur le territoire de la Métropole, dont 19 associations loi 1901 et 2 CCAS, pour un montant total de subventions attribuées de 1 900 445 €, selon la répartition précisée en annexe à la présente délibération.

Les actions d'accompagnement à réaliser doivent permettre aux ménages en difficulté de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets d'accès ou de maintien.

Il y a lieu de formaliser l'attribution de ces subventions par la signature d'une convention avec chaque structure définissant les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement des actions, ainsi que les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions portent sur une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution au titre du FSL de subventions à hauteur de 1 900 445 € aux structures conventionnés pour la réalisation en 2020 d'actions d'insertion par le logement, selon la répartition détaillée en annexe à la présente délibération ;
- dire que les paiements seront crédités sur le compte des opérateurs par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir avec chacune des structures subventionnées, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110375-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_CLCV_2020.doc
- Convention_ATU_2020.doc
- Convention 2020 ADAGES Maison du logement.doc
- CONVENTION L AVITARELLE 2020.doc
- CONVENTION CCAS Montpellier.doc
- CONVENTION CCAS Villeneuve les Maguelone 2020.doc
- Convention_CCAS_Bouissonnade_2020.doc
- CONVENTION LA CLAIRIERE 2020.doc
- Convention 2020 UDAF.doc
- CONVENTION SOL DOM TOM 2020.doc
- CONVENTION ISSUE 2020.doc
- Convention 2020 Amicale du Nid.doc
- Convention_GESTARE_2020.doc

- CONVENTION CBLR 2020.doc
- Convention 2020 RENAISSANCE 34.doc
- CONVENTION HABITAT JEUNES 2020.doc
- CONVENTION RESTO 2020.doc
- Convention_Habitat Humanisme 2020.doc
- CONVENTION LE REFUGE 2020.doc
- CONVENTION AERS 2020.doc
- Convention 2020 GEFOSAT.doc
- Annexe délib sub FSL 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.